

DHG, carte scolaire : une nouvelle saignée qui nécessite une riposte d'ensemble

La saignée continue : 16000 postes pour la prochaine rentrée alors qu'à tous les niveaux le nombre d'élèves est en hausse : 8967 postes en moins dans les écoles pour 8300 élèves supplémentaires ; 4800 postes en collège et lycée supprimés pour 42500 élèves de plus.

Pour l'académie de Rouen cela se traduit par 156 postes de moins dans le premier degré et 195 dans le second.

Le gouvernement sait à quel point ces nouvelles coupes vont créer des situations intenable dans tous nos établissements. Ce qui explique que la carte scolaire dans les écoles ne sera connue qu'après les élections cantonales en mars prochain...

Quant aux collèges et lycées, les DHG (dotation horaire globale) commencent à être communiquées, tenant compte pour les lycées de la réforme de la classe de première.

Tout doit être fait pour s'opposer à cette nouvelle régression. Dès aujourd'hui, dans chaque établissement, il nous faut saisir toutes les occasions pour informer collègues, parents et élèves par la diffusion de tracts, en alertant la presse, et évidemment en votant contre la répartition de la DHG dans nos conseils d'administration. Mais il ne peut être question de lutter chacun de manière isolée dans nos établissements. Il nous faut au plus vite reprendre le chemin de la rue pour construire ensemble, profs, parents et lycéens, un mouvement d'ensemble qui se donne les moyens de gagner. Les rassemblements unitaires organisés le samedi 22 janvier peuvent en constituer une première étape à condition de ne pas en rester là.

Pascal ADAMS, Lycée Jacques Prévert, Pont-Audemer.

**Contre la casse de l'Education !
Non aux fermetures de postes !
Samedi 22 janvier :
Rassemblements pour l'Ecole**

à l'appel du collectif " Un pays, une école, notre avenir" (syndicats, associations de parents, ...)

ROUEN : Rassemblement 14h30 Théâtre des Arts

ÉVREUX : Rassemblement à 14h30 au Miroir d'Eau

A noter : le stage académique de l'EE 76/27 aura lieu les mardi 22 et mercredi 23 mars

**Indignés, nous le sommes ;
résignés, jamais !**

Entre les vœux de Sarkozy, et ceux de Stéphane Hessel, nous avons choisi : ils illustrent deux choix de société opposés, le premier reposant sur les « valeurs » de l'entreprise, la compétition, la concurrence, le profit et la méritocratie ; quant au second, nous le reprenons à notre compte, avec des milliers d'individus : c'est le choix de société hérité du CNR, mais ce n'est pas pour autant un modèle du passé, désuet, nostalgique, réactionnaire, c'est tout le contraire : nous défendons le choix d'une société solidaire, qui repose sur des valeurs de partage (la retraite par répartition), d'égalité (l'accès de tous aux services publics), de dignité (le droit à l'emploi, au logement, aux soins), de liberté (individuelle, collective, de circulation, y compris pour les sans-papiers...)... enfin, une société qui réduise les inégalités, les exclusions en tout genre, une société qui permette l'épanouissement des individus et non leur mise en concurrence, qui ne repose pas sur la peur de l'autre et le tout sécuritaire...

La politique du gouvernement avance sur des bases radicalement opposées : Sarkozy est au plus bas dans les sondages, cela ne l'empêche pas de conduire ses réformes (attaques sur la protection sociale – dossier dépendance, réforme de la fiscalité) et de mener sa guerre de classes, en donnant toujours plus aux riches !

Dans l'éducation, l'année 2011 sera une nouvelle fois dramatique et les suppressions de postes dégraderont encore le service public, entameront une fois de plus l'égalité d'accès à une éducation de qualité pour la population.

Alors oui, nous sommes indignés ! La société que nous défendons n'est pas une utopie, nous entendons nous battre pour imposer une autre répartition des richesses, une autre justice sociale ; après le mouvement social exemplaire sur les retraites, nous savons que d'autres luttes nous attendent : nous allons les mener, secteur par secteur s'il le faut, de façon interprofessionnelle dès que possible. Dans l'éducation, des actions (grèves, manifestations nationales) doivent voir le jour très vite, et partout, dans le public comme dans le privé, nous devons travailler à établir un réel rapport de forces avec ce gouvernement, et cela passe nécessairement par la construction d'une grève générale. Nous ne lâcherons rien !

Véronique PONVERT, Collège Léo Lagrange, Le Havre.

**POUR NOUS
CONTACTER**

76 : LE HAVRE : veronique.ponvert@orange.fr

ROUEN : annedesj@orange.fr

27 : BERNAY : pascal.didtsch@wanadoo.fr

PT AUDEMER : pascal.adams@wanadoo.fr

EVREUX : jp.pallois@voila.fr

LOUVIERS : philippe.thouement@wanadoo.fr

Le collège Romain Rolland lutte contre les livrets de compétences

L'équipe éducative du collège Romain Rolland au Havre a décidé lors d'une réunion fin novembre de prendre une position collective :

- ne pas participer à l'élaboration des grilles et valider tout le futur livret pour tous les élèves en juin 2011,
- signer une déclaration qui expliquera ce refus (et sera transmise à la direction et aux parents),
- rédiger une motion expliquant la position des enseignants pour le CA de fin janvier,
- appliquer cette logique à tout le socle commun, c'est-à-dire :
 - faire de même en langues pour le niveau A2 (valider tout sans distinction)
 - désactiver les saisies de GIBII (fin de la mascarade d'évaluation du B2I)
 - ne pas participer aux jurys d'Histoire des Arts pour les matières dont le programme ne l'impose pas.

Le but est de vider le LPC de son sens et de lutter contre le "tout-socle-commun". Cette position est ultra majoritaire, ce qui fait sans doute sa force.

Sylvain CARON, Collège R. Rolland, Le Havre.

Restructurations dans le domaine de la recherche : la carotte de l'excellence !

Depuis plusieurs années déjà, les gouvernements de droite qui se succèdent considèrent que les principaux handicaps de la recherche publique en France viennent de son manque de concurrence et de visibilité face aux défis de la mondialisation. C'est ce constat qui oriente les différentes réformes contre lesquelles une partie significative du milieu de l'enseignement supérieur et de la recherche s'est battue ces dernières années (« Sauvons la Recherche » en 2004, mouvement contre la LRU en 2007-2008 puis contre certaines de ses dispositions dans les universités en 2009). Aujourd'hui, plutôt que de passer en force, le gouvernement choisit d'acheter une partie de la communauté de la recherche publique en lui faisant miroiter les milliards du grand emprunt. Il s'agit donc, dans le cadre d'une concurrence effrénée, de déposer le plus grand nombre de dossiers pour prétendre aux initiatives d'excellence (IDEX), aux équipements d'excellence (EQUIPEX), à la constitution de laboratoires d'excellence (LABEX), en essayant d'obtenir des chaires d'excellence qui viendront alimenter les pôles d'excellence. Avec tout ça, si la recherche française ne grimpe pas en flèche les échelons des classements internationaux, c'est qu'elle n'aspire vraiment qu'à la médiocrité !

Derrière le côté ridicule de cette auto-proclamation péremptoire d'une excellence scientifique sans contenu (on répond à des appels d'offre mais pas à des questions scientifiques) se cache évidemment la volonté de soutenir massivement la « recherche utile » (au marché) et d'assécher, définitivement peut-être, la recherche originale, hors normes, non marchandisable.

Pierre-Emmanuel BERCHE, Université de Rouen.

Evaluations CM2 : Continuons le combat !

Les évaluations nationales CM2, c'est pour la semaine prochaine! Toujours le même calendrier inadapté pour cette évaluation « bilan » avec son système de correction binaire pour transmettre les résultats à l'administration avec une prime à la clé.

Ce n'est pas la réussite des élèves ou bien la lutte contre l'échec scolaire qu'il y a derrière mais bien un outil pour évaluer les progrès ou les échecs du service public d'éducation et de soutenir ou sanctionner celui-ci; d'où peut-être les 16000 suppressions de postes, la disparition des rased, la fin de la scolarisation des 2 ans... Les résultats de ces évaluations sont partout, dans les animations de circonscription, dans les projets d'école, dans les dossiers d'orientation des élèves, dans les fichiers informatiques, dans les demandes d'aides au Rased. Les inspecteurs exercent de vraies pressions auprès des directeurs, des collègues pour les récupérer.

Pourtant, encore cette année, le SNUIPP national n'a toujours pas envoyé de consigne aux collègues. Est-ce que chacun dans son école peut prendre la décision de les boycotter? Certains le font!

C'est un dossier qui mériterait une vraie campagne dès septembre avec un mot d'ordre national pour refuser ces évaluations; ce qui permettrait aux équipes pédagogiques de prendre le temps d'en discuter et de construire une vraie résistance collective.

Christelle TALBOT, École maternelle Saint Just, Le Havre.

Clair : le ministère doit retirer son dispositif !

Motions en CA (lycée Schuman du Havre), pétition et délégation au Rectorat (collège E. Varlin), prise de position en Heure d'infos syndicales, la détermination des collègues de l'Académie pour s'opposer au dispositif Clair ne faiblit pas au contraire... dans certains établissements elle se renforce. Les collègues à qui on a imposé le dispositif ont bien compris les enjeux de « l'expérimentation » en cours : il s'agit pour le ministère non seulement de détruire définitivement l'éducation prioritaire mais aussi de porter un coup mortifère à notre statut avec la création des préfets de études et le recrutement des personnels par les chefs d'établissement ! La ficelle était tellement grosse que le ministère (suite à une action de Snes) s'est fait retoquer par le conseil d'Etat et a dû revoir sa copie, notamment sur l'autonomie des établissements et le rôle des CA. Cette décision représente un encouragement pour les actions en cours, mais ça ne suffit pas car si elle permet les mobilisations locales, elle laisse les collègues des établissements isolés face aux pressions (nombreuses) de la part du Rectorat et des IPR. Au moment où le ministère accélère les choses en organisant début janvier un séminaire sur le volet « Ressources Humaines » du dispositif afin d'apprendre aux chefs d'établissement à recruter, l'action doit s'intensifier et s'étendre à l'ensemble des établissements et non plus aux seuls « labellisés » CLAIR ou RAR. Dans un communiqué commun du 14 décembre 2010, 9 organisations syndicales des personnels de l'éducation (Cgt, SE, Sncl, Snetaa, Snes, Snep, Snuep, FO et Solidaires) réclament le retrait de la circulaire du 7 juillet 2010 sur le dispositif CLAIR et l'abandon de toute pression à l'égard des personnels. Dans l'Académie comme au niveau national, nous devons nous emparer de cet appel pour obliger Chatel à retirer son projet !

Alain PONVERT, Collège Joliot Curie, Le Havre.

<http://www.ecoleemancipee.org/>